LE SAOUT, Rémy et MADORÉ, François (2004) *Les effets de l'intercommunalité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 224 p. (ISBN 2-86847-970-7)

Anne Mévellec

Volume 49, numéro 137, septembre 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012303ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/012303ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Mévellec, A. (2005). Compte rendu de [LE SAOUT, Rémy et MADORÉ, François (2004) *Les effets de l'intercommunalité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 224 p. (ISBN 2-86847-970-7)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 49(137), 243–244. <https://doi.org/10.7202/012303ar>

LE SAOUT, Rémy et MADORÉ, François (2004) *Les effets de l'intercommunalité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 224 p. (ISBN 2-86847-970-7)

Cet ouvrage sur la coopération intercommunale propose une approche renouvelée de cette spécificité française. Servant de substitut aux fusions municipales, l'intercommunalité française s'est démultipliée à travers l'accumulation de statuts juridiques et de structures développées par les élus locaux. En 1999, la loi dite Chevènement, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, a réduit à trois les formules de coopération (communautés de communes, d'agglomérations et urbaines), et refondé les pratiques et les enjeux de la coopération intercommunale. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'ouvrage dirigé par Rémy Le Saout et François Madoré. Autour d'eux, douze chercheurs d'horizons disciplinaires différents (géographie, sociologie, science politique et économie) interrogent le modèle français de l'intercommunalité, non par les dispositifs en tant que tels, mais par leurs effets, c'est-à-dire leurs conséquences sur l'action publique locale. Ce parti pris permet à ces auteurs de se dégager d'une optique d'évaluation de l'efficacité économique de la réforme pour porter une attention particulière à la manière dont les territoires s'en saisissent.

Cinq grands thèmes sont abordés à travers onze contributions. En termes de pouvoir politique local, l'intercommunalité semble mener à la concentration et à la «sur-sélection» des dirigeants territoriaux, et interroge de façon pressante l'élection au suffrage universel des représentants intercommunaux. Les effets économiques et fiscaux sont liés à la généralisation de la fiscalité propre aux instances intercommunales, qui lèvent désormais la taxe professionnelle unique sur leurs territoires. Si cela a permis de réduire la concurrence entre communes pour l'implantation d'activités économiques, il reste plusieurs incertitudes concernant la concurrence avec les autres territoires, ainsi que sur la manière dont la gestion locale s'articulera avec ce pouvoir fiscal intercommunal. Le troisième thème, jusqu'alors peu traité dans les travaux universitaires, aborde la question des personnels des établissements publics de coopération intercommunale. Leur arrimage aux structures communales soulève des enjeux bureaucratiques et organisationnels cruciaux. À partir de la culture, de la planification urbaine et de l'habitat, trois auteurs discutent, dans la quatrième partie, de la transformation de l'action publique territoriale. Enfin, la dernière section de l'ouvrage est consacrée à la recomposition des territoires à partir de l'affirmation de cet échelon intercommunal.

Cette approche par les effets paraît féconde pour s'extraire d'une réflexion limitée à la question de l'efficacité des réformes. Elle met en garde contre toute généralisation hâtive à la fois des effets de la réforme et des effets sur les systèmes

locaux. Pour le lecteur québécois, ces cinq angles constituent des axes de recherche enthousiasmants pour questionner les récentes réorganisations municipales territoriales, qui nécessitent aussi de dépasser un questionnement en forme d'évaluation économique-centrée. Néanmoins, on pourra regretter qu'il n'y ait pas de montée en transversalité. Au-delà de la qualité intrinsèque de chacun des chapitres, l'occasion n'a pas été saisie d'entreprendre un exercice collectif de décodage plus général de l'intercommunalité. Or, sans cet effort, la compréhension du phénomène intercommunal reste hypothéquée par des regards sectoriels. De plus, cette juxtaposition disciplinaire a tendance à favoriser une surévaluation du changement par un effet lampadaire.

Anne Mévellec
CNRS, Université de Rennes I

CLAVAL, Paul (2003) *La géographie du XXI^e siècle*. Paris, L'Harmattan, 243 p. (ISBN 2-7475-3765-X)

Y a-t-il géographe plus connu et plus lu que Paul Claval? Le parcours de l'homme est impressionnant, tant par le nombre de ses publications que par les tournants marqués de sa réflexion. Dans la formation géographique universitaire, tant du côté francophone qu'anglo-saxon, les références à Claval sont constantes depuis une quarantaine d'années. Aussi le titre de cet ouvrage est-il intrigant: quels défis théoriques et pratiques le géographe va-t-il nous proposer de relever, en éclaircur, pour le siècle qui vient de s'amorcer?

D'entrée de jeu, Claval précise son intention: «Je l'ai fait pour aider les collègues et les étudiants à voir plus clair dans une évolution qui les submergeait parfois, et pour permettre aux non-géographes de saisir ce que notre discipline pouvait leur apporter». Comme d'autres de ses publications auparavant, l'ouvrage a donc une visée de vulgarisation scientifique. En effet, l'auteur propose une vaste synthèse des grandes mutations qui ont profondément modifié le paysage et l'organisation territoriale de la planète. Les transformations de la structure des réseaux de transport et de communication, la transformation de la scène internationale à la suite de l'effondrement de l'empire soviétique et l'émergence d'une crise systématique de la modernité: voilà les trois axes autour desquels Claval articule la nécessaire «nouvelle» lecture géographique du monde, organisée principalement à partir du concept de culture. Cette vaste synthèse sera développée en sept chapitres où les problématiques écologiques, paysagères, urbaines et multiculturelles tiendront le haut du pavé.